

## L'AFRIQUE DU SUD EN RECONSTRUCTION :

**un exemple emblématique de trois crises mondiales  
(Etat-providence ou libéralisme politique ;  
plein emploi ou flexibilité ; déségrégation ou exclusion).**

Jean COPANS<sup>1</sup>

L'Afrique du Sud a toujours été classée, tant aux plans politique, économique que culturel ou social, comme un cas particulier, une spécificité hors-norme (et hors-morale). Les divers paradigmes analytiques, et notamment ceux du néo-marxisme des années 1970 et de l'histoire sociale des années 1980, ont involontairement, et très malheureusement, conforté cet état d'esprit. Depuis trois ans, et surtout depuis les élections d'avril 1994, la société sud-africaine semble être rentrée, comme par un coup de baguette magique, dans les banalités des situations ordinaires d'une certaine périphérie (comme celle du Brésil qui fascine les chercheurs et militants sud-africains). La meilleure manière de sortir des pièges de l'exceptionnalisme ou encore du lieu commun consiste d'abord, pour les sciences sociales, politiques et économiques, à évaluer les analyses et les données disponibles. Des pans entiers de la réalité sud-africaine restent inconnus ou très mal connus, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Et ce ne sont pas les innombrables études et expertises, dites de développement, qui paraissent depuis deux ans qui vont véritablement changer la compréhension des choses.

La première exigence, pour ceux qui veulent intégrer le cas sud-africain aux démarches et approches courantes appliquées à ce type de société, consiste à reconstruire l'ensemble des champs auxquels finalement il faut la comparer. L'anomie des problématiques "développementalistes" d'ajustement, de démocratisation, de lutte contre les exclusions ou pour un capital plutôt privé que public de la décennie 1990, offre un contraste saisissant avec les critiques et auto-critiques de la décennie 1980 (Copans, 1989). C'est pourquoi, pour ce qui nous concerne, la reconstruction de l'Afrique du Sud doit être aussi, et avant tout, une reconstruction globale du cadre analytique. Je propose comme l'indique le titre de cette note, une relecture au moyen des trois "crises" mondiales qui articulent l'ensemble des économies-mondes particulières (le Nord, l'Est, le Sud inclus, le Sud exclus)<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Anthropologue à l'EHESS, associé à l'UR.

<sup>2</sup> Cette imagerie "cardinale" n'a aucun fondement théorique mais elle rappelle que l'Afrique du Sud se trouve par son histoire et sa structure au confluent de tous ces pôles.

## I. Etat-providence ou libéralisme politique ?

Le modèle historique, formellement abandonné et condamné mais bien vivace dans l'héritage socio-spatial actuel, est celui de l'Etat-providence. Certes, je provoque en comparant l'apartheid aux modèles européens bien connus, mais c'est le destin tutélaire de l'Etat qui est en jeu. Les programmes de la révolution, puis de la réforme de l'ANC (**The Reconstruction and Development Program**, 1994) devaient en principe revaloriser l'aspect providence d'un Etat incapable de fonctionner sans consensus et idéologie dominante partagée. Mais le passage aux et par les élections a introduit la logique perverse du libéralisme politique, de la négociation des rapports de force extra-électorales et de la redistribution des avantages du pouvoir. Il y a là un élargissement considérable des assises des pouvoirs (nationaux, régionaux) et donc la création de nouvelles catégories politiques. Ce processus n'est pas fondamentalement différent de celui des autres démocratisations africaines sinon est-européennes.

C'est donc la question politique des rapports entre catégories sociales et appareils d'Etat, entre représentations et institutions, bref la problématique même de la démocratie et du contrat social qui se trouve posée dans toute sa transparence, ou pour être plus honnête, dans toute son opacité. Les transformations sociales et économiques, les questions de l'emploi, de la réorganisation du travail, de l'aménagement spatial ("ville"<sup>1</sup> — campagne), du progrès social et culturel en général (éducation, santé, structures familiales, etc ...) dépendent toutes des éventuelles nouvelles logiques politiques. De nombreux analystes, y compris moi-même, ont évoqué le spectre d'un néo-colonialisme comme si la situation des années soixante-soixante dix était pire que celle des vingt dernières années dont le caractère néo-colonial (du moins dans le cas sud-africain) paraît bien discutable.

C'est toute la logique de l'Etat, des questions classiques de l'autonomie relative ou de l'instrumentalisation<sup>2</sup>, qui reviennent sur le devant de la scène.

La réflexion sud-africaine et internationale est bien schématique sur ce point : l'abandon d'un marxisme reconsidéré comme schématique, l'impossibilité pour l'histoire sociale de produire une histoire sociale du politique, l'inexistence de fait d'une véritable anthropologie sociale de la modernité<sup>3</sup> sont autant de programmes de recherche, de demandes, ou de besoins de coopérations internationales, à mettre sur pied.

---

<sup>1</sup> Les townships et les "squatter-camps" sont-ils urbains ?

<sup>2</sup> Le retour au classicisme des questions du pouvoir d'Etat, des classes sociales, des idéologies dominantes, du mouvement social est difficile, du moins dans le contexte français entièrement obnubilé depuis dix ans par le micro-sociologisme et le (travail) social, y compris à propos du Tiers Monde.

<sup>3</sup> Cette critique a déjà été initiée par certains universitaires ou chercheurs sud-africains. Je ne puis citer ici, par manque de place, une bibliographie très sommaire, mais symboliquement significative. D'où l'importance d'un dialogue avec des observateurs extérieurs "éclairés" mais non "despotiques"!

La vie politique démocratique est à construire. Mais la faiblesse des travaux occidentaux et africains sur les phénomènes des démocratisations africaines bien plus anciennes et moins brutales ne facilite pas la tâche tant des militants que des observateurs qui ne savent pas comment construire un objet atypique, en un sens inexistant qui ne deviendrait pas par ailleurs un piège ou un slogan idéologique (qu'est-ce que la participation populaire et démocratique à la reconstruction sociale du pays ?).

## **II. Plein emploi ou flexibilité ?**

L'apartheid était en un sens la preuve d'un Etat riche, et par conséquent d'une économie prospère, se permettant le luxe d'une surexploitation. Toutefois le refus de considérer les travailleurs africains comme des membres à part entière d'unités domestiques, de communautés sociales aux besoins propres a fini par briser le ressort même de cette surexploitation, à savoir la migration de travailleurs célibataires et la reproduction soi-disant autonome des sociétés de départ (et de retour). L'apartheid n'a pas véritablement articulé les modes de production, pour évoquer un langage théorique quelque peu oublié, et lorsque l'économie politique de la ségrégation a fonctionné au mieux, elle n'a pas eu les moyens de recomposer les communautés sociales indépendamment de la structure économique dominante. Bref les alternatives économiques sont limitées et les lois de la crise mondiale (productivité et compétitivité) s'appliquent d'autant plus brutalement que la logique de l'apartheid d'une part et la "protection" provisoire et partielle du boycott de l'autre ont disparu d'un coup.

La modernisation de l'économie minière a commencé mais reste à savoir si l'industrie manufacturière va suivre ou au contraire se contenter de rester une industrie par substitution. La question semble déjà posée pour le secteur automobile (importations) ou d'armement (exportations).

La modernisation signifie accroissement du chômage et la recherche d'une plus grande flexibilité dans un système singulièrement relâché mais encore bien marqué par la réglementation administrative et le contrôle salarial. Certes qui dit modernisation dit formation professionnelle et redéfinition des compétences mais les niveaux de départ sont très grossiers : cette démarche peut être très couteuse et promouvoir un mouvement de mobilité sociale incompatible avec une stabilisation ouvrière. Et sur ce point les syndicats et notamment la COSATU, ont leur mot à dire.

Le blocage de l'apartheid, le non-développement économique des bantoustans et des homelands, le boycott, l'accroissement démographique ont créé une situation où une personne sur deux de la population active serait au chômage ; et où la structure sociale et familiale pousse de plus en plus les femmes sur le marché du travail. Car les demandes sociales sont

fortes et le succès de l'ANC aux élections n'a pu que les conforter. Mais il n'est pas évident de pouvoir les satisfaire et pas seulement par manque de ressources financières. Il serait erroné d'opposer le réalisme de la compétitivité régionale et internationale au dogmatisme de la réforme sociale, de l'amélioration de l'emploi et des revenus du travail. Le développement autonome, et déjà ancien, des secteurs qualifiés d'informel constitue une forme fondamentale de la flexibilisation. Par ailleurs, les politiques régionales vont susciter des concurrences nouvelles et peut-être de nouvelles migrations de travail. Enfin, la question foncière et agraire n'est pas réglée et l'on peut très bien imaginer un réformisme "musclé" de 'rebantoustanisation' de fait.

Bref, le travail et son contrôle, sa qualification, sa valeur restent au centre du dispositif politique. Il est l'objet d'un grand nombre de demandes contradictoires mais ce que l'apartheid cachait éclate aujourd'hui au grand jour, à savoir la diversification objective et dynamique des marchés du travail et la constitution de groupes de travailleurs aux intérêts divergents et contradictoires<sup>1</sup>. La politique, au sens large, de cette situation est présente dans l'esprit de tous les responsables.

### III. Déségrégation ou exclusion ?

L'Etat, le travail et maintenant la structure sociale. La société sud-africaine est plurielle, du fait même de l'histoire de la ségrégation.

Les mobilisations politiques, les idéologies du mouvement social n'ont jamais véritablement créé l'illusion d'un unanimisme nationaliste ou national. C'est pourquoi le modèle sud-africain nouveau se doit de concilier, par nécessité politique, toute une série de dynamiques sociales, culturelles, résidentielles, religieuses, familiales qui se sont construites, depuis parfois longtemps, autant de niches protégeant de la coercition et de la ségrégation. La déségrégation n'est pas seulement une réalité de l'Etat et du travail, c'est avant tout une démarche de recomposition sociologique et anthropologique. Mais qui seront les acteurs de cette recomposition ? quels en seront les lieux ? quels en seront enfin les représentations et les idéaux ?

C'est peut-être sur ce point que l'ignorance est la plus forte : la recherche blanche a su parler de l'Etat et des rapports de production, des appareils et des espaces. Elle n'a pas su pénétrer dans la substance même des sociétés sud-africaines, y compris blanches. Se pose alors avec acuité la question de la recherche sociale africaine ou de couleur. Nous avons une longue expérience en la matière des préjugés sociaux de la recherche institutionnelle et de la démagogie simpliste des activistes de la recherche-action. L'exclusion par l'apartheid est une chose, l'exclusion

---

<sup>1</sup> J'inclus sous le terme de travailleurs tous ceux et celles qui participent de la reproduction sociale élargie, que leur force de travail soit rémunérée ou non, "marchande" ou "politique".

par le réformisme social en est une autre. Tous les bailleurs de fonds ont leur stratégie et leur expérience en cette matière, ne serait-ce que les politiques d'accompagnement social (ou de dimension sociale) des P.A.S.

La conjonction entre le développementalisme inhérent à tout projet socio-économique, la reconnaissance de cette dimension sociale et la nécessité de remplacer les contrôles répressifs de l'apartheid par des contrôles "consensuels" et "démocratiques" assignent un rôle essentiel à cette domestication de l'exclusion. Celle-ci peut passer par la rénovation de l'ethnicité, par la mobilité rapide d'une nouvelle élite noire issue non seulement de la petite bourgeoisie, mais aussi du monde du travail. Les réactions xénophobes à la présence des marchands ou travailleurs étrangers anticipent peut-être des dynamiques de super-exclusion capables de neutraliser les exclusions nationales. C'est à ce niveau que les questions de l'éducation et de la formation, des langues nationales et de la culture au sens large, des modèles d'aménagement de la vie quotidienne (services sociaux, transports, urbanisme) vont être posées et provisoirement résolues.

Il est certain que l'apartheid a défini physiquement un certain genre de relations sociales et que leurs logiques ne peuvent disparaître. Au contraire, libérées des contraintes de la répression et de la clandestinité, la corruption et la désorganisation familiale risquent de mobiliser indûment les maigres ressources de la réforme. Police, justice, armée, culture de la violence occupent déjà les médias et l'opinion publique. La boucle est bouclée et l'histoire profonde de la ségrégation reprend ses droits, une ségrégation sociale d'autant plus forte que c'est un langage partagé et commun qui "rassemble" les nouveaux gouvernants et les gouvernés.

A vérifier alors si la dynamique de "l'indépendance" et des élections contribue au maintien ou au contraire déstabilise cette nouvelle forme de la trinité Etat-Travail-Patrie.

## Références

**J. COPANS**, 1989 "Du vin de palme nouveau dans de vieilles Calebasses ? A propos de l'Etat, des marchés, des paysans et des luttes populaires en Afrique noire", Genève-Afrique, vol XXVII, n° 1, pp 7-44.

**J. COPANS**, 1994 " Afrique du Sud : de la réforme politique à la réforme sociale", Utopie critique, 3, juin-août, pp 7-14.